



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'aménagement de l'environnement et du logement Grand Est

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n°I-5113 portant enregistrement d'une installation de transformation de polymères exploitées par la société SARL ALVEOLAIRE sur le territoire de la commune de Bazeilles (08140)

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant de M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-359 du 7 juillet 2022 portant délégation de signature à M. Christian VEDELAGO, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2022 prolongeant de deux mois le délai de 5 mois prévu à l'article R. 512-46-18 du Code de l'Environnement pour l'instruction de la demande ;

Vu le SDAGE Rhin-Meuse, le SRCAE, les plans déchets, et le PLU de la commune de Bazeilles ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé de déclaration n°04/2005 délivré le 22 février 2005 à la société Alvéolaire pour l'exploitation d'installations relevant des rubriques n°2661, 2662 et 2663 de la nomenclature ICPE sur le territoire de la commune de Bazeilles ;

Vu la demande présentée en date du 28 mai 2021 et complétée le 7 juin 2022 par la société ALVEOLAIRE dont le siège social est situé Rue Edmond Michelet à Bazeilles pour l'enregistrement d'une installation de transformation de polymères sur le territoire de la commune de Bazeilles et pour l'aménagement de prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux autres prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement référencé S2-AIT/JoL-n°22/250, du 11 juillet 2022 portant avis sur le caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement susvisé ;

Vu l'absence d'observation du public dont la consultation s'est tenue entre le 19 septembre 2022 et le 17 octobre 2022 ;

Vu l'absence d'observation des conseils municipaux consultés ;

- Vu** l'avis de la direction départementale des territoires en date du 2 août 2021 ;
- Vu** l'avis de la direction régionale des affaires culturelles en date du 4 août 2021 ;
- Vu** l'avis de l'agence régionale de santé en date du 7 septembre 2021 ;
- Vu** le courrier demandant l'avis du maire de Bazeilles sur la proposition d'usage futur du site reçu le 5 août 2020 ;
- Vu** l'avis du maire de Bazeilles, sur la proposition d'usage futur du site, réputé émis ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement référencé S2-AIT/Def n°22/448 du 2 décembre 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 6 décembre 2022 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai pour faire part de ses observations ;
- Vu** les observations présentées par l'exploitant par courriel du 7 décembre 2022 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, consulté par échanges écrits du 15 au 21 décembre 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 22 décembre 2022 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;
- Vu** l'absence d'observations présentées par l'exploitant par courriel du 23 décembre 2022.

Considérant ce qui suit :

1. la demande, exprimée par la société ALVEOLAIRE, d'aménagement des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé du 27 décembre 2013 (article 26.1.) ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions des articles du chapitre 2 du présent arrêté,
2. la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage industriel ;
3. l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 modifiée, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;
4. en particulier, le projet est une extension de l'installation déjà déclarée et il aura lieu dans l'emprise du site existant. Il n'implique donc pas d'artificialisation des sols supplémentaire ;
5. en particulier, le caractère peu significatif des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;
6. par ailleurs, l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;
7. la demande d'aménagement est limitée à 1 an (projet d'installation de stockages en extérieur) ;
8. en conséquence, il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE**TITRE 1 PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES****Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée****Article 1.1.1 Exploitant, durée, péremption**

La société SARL ALVEOLAIRE immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro SIREN 853 839 967, et dont le siège social est situé rue Edmond Michelet à Bazeilles (08140) est autorisée à exploiter, sous le régime de l'enregistrement, les installations situées à la même adresse, dans les conditions définies par le présent arrêté.

Ces installations sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives.

Chapitre 1.2 Nature et localisation des installations**Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité
2661-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j.	Une ligne d'extrusion	30 t/j

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Section	Parcelles
Bazeilles	X	444, 445, 447, 449 et 450

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 et à l'article 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et mis en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 1.3 Conformité au dossier d'enregistrement

Article 1.3.1 Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 28 mai 2021 complétée le 7 juin 2022. Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, au besoin, aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

Chapitre 1.4 Mise à l'arrêt définitif

Article 1.4.1 Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

Chapitre 1.5 Prescriptions techniques applicables

Article 1.5.1 Arrêtés ministériels de prescriptions générales

L'exploitant respecte les dispositions prévues dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.5.2 Arrêtés ministériels de prescriptions générales, aménagements des prescriptions

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du Code de l'Environnement), les prescriptions de l'article 26-1 de l'arrêté ministériel 27 décembre 2013 susvisé sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

Article 1.5.3 Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Chapitre 2.1 Aménagement des prescriptions générales

En lieu et place des dispositions de l'article 26-1-IV de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

Stockages associés à la production

Excepté dans le cas où les conditions de sécurité du procédé de transformation le prévoient ou si ces stockages relèvent du V de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 précité, les stockages associés à la production sont aménagés sous forme d'îlots séparés des équipements et autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 0,4 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure lorsque l'installation est en activité.

A chaque arrêt de l'activité de plus de 48 heures, les stocks associés à la production sont déplacés de manière à respecter une distance minimale de 1 mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Cet aménagement est limité à une durée d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Les dispositions de l'article 26-1-IV sont applicables aux installations exploitées par la société ALVEOLAIRE à compter de ce délai.

Chapitre 2.2 Compléments

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 2.2.1 et 2.2.2 ci-après.

Article 2.2.1 Dimensionnement des besoins en eau pour la défense contre l'incendie

L'installation dispose de moyens d'extinction permettant d'assurer un débit de 210 m³/h pendant 2 heures mobilisables par les services de secours en cas d'incendie.

Article 2.2.2 Dimensionnement des rétention des eaux d'extinction

L'installation dispose d'un volume minimal de 442 m³ pour la rétention des eaux d'extinction.

TITRE 3 MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ, VOIES DE RECOURS

Article 3.1.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.1.2 Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 3.1.3 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à Mme le ministre de la transition écologique et solidaire – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.1.4 Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3.1.5 Publicité

Un extrait du présent arrêté, mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de Bazeilles et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Bazeilles pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de la commune de Bazeilles fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture des Ardennes, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté sera publiée, pendant au moins quatre mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Douzy et Remilly-Aillicourt.

Article 3.1.6 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et le maire de Bazeilles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société SARL ALVEOLAIRE.

Charleville-Mézières, le **28 DEC. 2022**

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Christian VEDELAGO

